

Démocratie et pouvoir d'agir en démocratie

- Proposition : un exercice de réflexivité
- 4 notions :
 - Démocratie représentative
 - Démocratie participative
 - Démocratie radicale
 - Tirage au sort
- Chaque fois :
 - Brève contextualisation
 - Discussion sur notre position

Démocratie représentative

- Le tournant du XVIIIème siècle : la délégation
- Approfondissement par :
 - Élargissement du corps électoral
 - Élargissement des conditions d'éligibilité
- L'élu n'est pas le double de l'électeur
- La démocratie n'est pas une garantie contre des maux terrifiants

Crise de la démocratie représentative

- Des maux qui ne datent pas d'hier :
 - Les « affaires »
 - Discréditation des élus
 - Peu d'intérêt du citoyen
- Complexité des problèmes, en particulier :
 - Justice sociale internationale
 - Environnement
- Poids de l'expertise

Notre rapport à la démocratie représentative

- Forte adhésion ! Indicateurs :
 - Séances de formation
 - Pratiques de lobbying
 - Campagne sur l'exercice du droit de vote
 - Participation à la délibération institutionnalisée = pas d'accord avec les gouvernements qui fragilisent la concertation et la société civile organisée.
- Mais conscience des limites et fragilités

Démocratie participative

- A côté de nos pratiques d'éducation populaire, toute une « tuyauterie » à différentes échelles :
 - Procédure sans pouvoir (un sondage pour avoir une idée)
 - Procédure consultative
 - Procédure de pleins pouvoirs
- Informer le public, l'écouter ou l'impliquer dans la décision : pas les mêmes méthodes

- Discussion 1 : le champ
 - Souvent le local, la proximité, les petites choses
 - Comment faire pour les grandes échelles, ou pour sortir des questions anecdotiques ?

- Discussion 2 : la légitimité et l'efficacité
 - Dans les groupes constitués, les « je » sont bien préservés, mais quel « nous » en sort-il ?
 - Comment gérer « l'effet de polarisation » ?
 - Comment gérer la violence symbolique ?
 - Division sur le diagnostic final :
 - Simplement faire « avaler une pilule » ?
 - Ou une dialectique plus subtile ?

Notre rapport à la démocratie participative

- La philosophie de base est en phase avec nombre de nos pratiques
- Accueil favorable au titre d'adjuvant à la démocratie représentative
- Par l'éducation populaire, nous occupons une place dans le jeu « complexité/expertise »
- Mais on n'est pas seul : nous sommes en concurrence avec des experts ès méthode (plutôt que sur le fond), plus souvent sollicités que nous par les pouvoirs publics.

Démocratie radicale

Notion peu stabilisée. Deux lignes :

- Légitimation d'un moment populiste de gauche, au nom d'une hégémonie à conquérir pour pouvoir influencer l'avenir.
- Légitimation des actes citoyens extra-institutionnels qui témoignent d'un nouveau rapport des citoyens au politique.

Notre rapport à la démocratie radicale

- Un désir de radicalité
- Discussion sur le populisme de gauche
- Notre actualité belge est plus : notre rapport à l'extra-institutionnel :
 - De la porosité entre l'institutionnel et l'extra-institutionnel
 - Si l'objectif est de mobiliser large, les plateformes extra-institutionnelles ad'hoc sont contraintes de passer par de l'institutionnel
 - Que faut-il faire, avec qui, comment, à quelles conditions ?

Le plaidoyer pour le tirage au sort

- Abandon pur et simple de la démocratie représentative au profit de la généralisation du tirage au sort pour l'exercice de mandats de courte durée.

Si on place les choses en trajectoire

- Démocratie représentative : nous sommes à proximité et en interactions avec le cœur du système (tant qu'il fonctionne !)
- Démocratie participative : nous sommes en concurrence
- Démocratie radicale : d'autres partent sans nous ; on peut être alliés ; on peut être suiveurs
- Tirage au sort : le système n'a plus besoin de nous

Changer la perspective

- On n'est pas dans la linéarité
- Passage par les valeurs qui nous guident (notre idée de justice ; notre idéologie)
 - Aux côtés des plus fragiles
 - Action sur les causes structurelles
 - Réponses collectives
- Le tirage au sort ne donne aucune garantie de rencontre de nos valeurs.

- Il y a bien une articulation entre démocratie, mouvement social et idéologie.
- Enjeu : reformuler un horizon démocratique (avoir une idéologie sur la démocratie) utile à soutenir le mouvement social.
- Proposition : à partir de 3 notions :
 - Espace public
 - Empowerment
 - Commun

Espace public

- La parole est un des outils principaux de l'action publique
- L'espace public est le lieu de la délibération : présentation d'opinions et d'arguments : on accepte des amendements en raison du meilleur argument
- La communication présuppose la reconnaissance de l'autre comme sujet et comme égal (obligation de tenir compte de l'autre et son point de vue)

- On n'est pas dans l'addition des points de vue. Le processus d'argumentation garantit l'accord sur l'intérêt général.
- Critique de l'approche : « *La force de l'argument cède généralement devant l'argument de la force* ».
- Proposition de conclusion opérationnelle : l'espace public existe, mais la délibération ne s'y exerce pas de façon satisfaisante.

Empowerment

- Traduction par une périphrase : « le renforcement du pouvoir d'agir » (en particulier des plus faibles)
- Ramasse bien ce qui est notre intention en éducation permanente ; permet la compréhension de celle-ci par des tiers
- Permet aussi de sortir de la connotation infantilissante

Résumé

- L'enjeu : la qualité de la délibération dans l'espace public
- Notre objectif spécifique dans cet enjeu : le renforcement du pouvoir d'agir des plus faibles
- Méthode liée : l'éducation permanente
- Reste à fixer l'horizon. La proposition est autour de la notion de « commun ».

Commun

Les communs : atouts de la notion :

- Approche intuitive possible
 - Par mouvement écologiste
 - Par mouvement contre le néolibéralisme
- Permet une coalition d'actions disparates
- On exprime du « pour » plutôt que du « contre »

Les communs : limite de l'approche

- On reste sur le terrain de l'adversaire
- Peut être perçu comme un appel à l'élargissement de la sphère étatique

Pour sortir de la difficulté :

- Concevoir plutôt des « espaces institutionnels » organisant les relations sociales entre des individus qui exploitent une ressource en commun (= participation politique directe dans la décision et la gestion de ce qui est « mis en commun »)
- Réfléchir « le commun » plutôt que « les communs » : on a à faire à un principe qui vient en premier et fonde tout le reste.